

La gauche en Belgique. Une étoile polaire, deux clivages, beaucoup de partis

Jean Faniel

La scène politique belge est occupée par de nombreux partis. Certains ont une longue histoire tandis que d'autres sont de création très récente. Quelques-uns disposent d'une représentation parlementaire tandis que d'autres obtiennent des scores électoraux marginaux – à supposer même qu'ils participent aux joutes électorales.

Indépendamment de leur histoire ou de leur poids électoral, il est de coutume de catégoriser ces partis selon leurs caractéristiques organisationnelles ou idéologiques. De ce point de vue, la répartition sur un axe gauche-droite demeure fréquente. Encore faut-il savoir comment distinguer la gauche de la droite. En outre, de multiples différences existent entre les partis de droite. De même, la gauche est composée de formations politiques aux sensibilités diverses. Comment cerner ce qui rassemble les partis politiques que l'on peut cataloguer à gauche et quels traits distinctifs les séparent ?¹

« La » gauche et ses divisions

Dans l'ouvrage *Droite et gauche*², Norberto Bobbio identifie l'égalité comme la valeur qui fonde la gauche. À ses yeux, c'est le combat pour cette valeur qui distingue fondamentalement la gauche de la droite. L'égalité peut être celle des droits (lutte pour le suffrage universel, par exemple, droits pour les couples de même sexe, lutte contre le sexisme, le racisme ou d'autres formes de discrimination, etc.) ou celle des conditions socio-économiques (lutte contre les inégalités entre catégories sociales, pour la redistribution des richesses ou pour l'abolition du système capitaliste tenu pour responsable des inégalités et de l'oppression qui les fonde et qu'elles engendrent). Selon N. Bobbio, l'égalité est « l'étoile polaire de la gauche ».

En 1967, Stein Rokkan et Seymour Martin Lipset ont présenté la théorie des clivages³ pour appréhender la réalité des partis politiques dans l'Europe occidentale d'alors.

¹ Cet article résulte d'un exposé présenté en introduction au débat *Quelle(s) gauche(s) dans notre paysage politique avant les élections de mai 2014 ?* organisé à Namur le 23 janvier 2014.

² N. BOBBIO, *Droite et gauche*, Paris, Seuil, 1996 (1994 pour l'édition originale en italien).

³ S. M. LIPSET, S. ROKKAN, *Party Systems and Voter Alignments*, New York, Free Press, 1967, publié en français sous le titre *Structures de clivages, système de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008.

Clairement, les partis de gauche se rangent, selon cette conception, sur le versant « travailleurs » du clivage économique, puisqu'ils défendent les intérêts des salariés, par opposition aux partis qui représentent ceux des classes possédantes. Ils peuvent en revanche se positionner différemment sur d'autres clivages, selon par exemple qu'ils observent les valeurs de l'Église (gauche chrétienne) ou refusent de s'en inspirer, ou selon leur position par rapport à la structure de l'État (unitaire, fédéral, ou correspondant à d'autres frontières, comme le prônent les partis indépendantistes).

Dès le 19^e siècle, de profondes divergences traversent les mouvements politiques que l'on peut qualifier de relevant de la gauche. Ainsi, l'Association internationale des travailleurs (AIT, soit la Première Internationale), fondée à Londres en 1864, voit s'opposer une conception de la société et des luttes portée par Karl Marx et une tendance anarchiste incarnée par Mikhaïl Bakounine. En particulier, les seconds récuse toute participation au système politique existant, par exemple par la formation de partis et la participation aux élections. Affaiblie par différentes difficultés, l'AIT ne survit pas à ces tensions et se dissout en 1872.

Quatre décennies plus tard, alors que de nombreux partis socialistes et sociaux-démocrates se sont formés à travers l'Europe et se sont rassemblés dans la Deuxième Internationale, une rupture fondamentale survient, en particulier dans la foulée de la Révolution russe de 1917, entre, d'une part, les partisans d'une transformation progressive de la société par le biais des institutions classiques de la démocratie dite bourgeoise et, d'autre part, les tenants d'une modification radicale des structures sociales, politiques et économiques – réformistes d'un côté, révolutionnaires de l'autre, ces derniers fondant ou ralliant la Troisième Internationale mise sur pied par Lénine en 1919. Sont ainsi apparus dès les années 1920 une série de partis communistes face à des partis conservant l'appellation socialiste ou sociale-démocrate. Au sein même de la famille communiste se sont développées des divisions, notamment dans le prolongement de la critique de Trotsky à l'égard du cours pris par le pouvoir en Union soviétique, en ce compris la bureaucratisation et le manque de démocratie du pouvoir stalinien. En 1938, Trotsky fonde la Quatrième Internationale. Ultérieurement, avec l'essor d'un deuxième grand pays communiste (la Chine de Mao), de nouvelles tendances se sont créées au sein des partis que l'on peut qualifier d'ouvriers.

Les partis de gauche en Belgique

En Belgique, le clivage possédants-travailleurs qui vient d'être présenté et les subdivisions parmi les partis ouvriers ont donné naissance à un nombre élevé de partis politiques :

- Le Parti ouvrier belge en 1885, devenu Parti socialiste belge en 1945 puis, en 1978, PS et SP, ce dernier s'appelant SP.A depuis 2001.
- Le Parti communiste de Belgique en 1921, séparé sur une base linguistique en 1989 (KP, depuis lors disparu, et PC).
- Plusieurs formations trotskystes, dont les principales à l'heure actuelle sont d'une part la Ligue communiste révolutionnaire–Socialistische Arbeiderspartij (LCR-SAP) et d'autre part le Parti socialiste de lutte–Linkse Socialistische Partij (PSL-LSP).
- Plusieurs formations maoïstes, dont est issu le Parti du travail de Belgique–Partij van de Arbeid (PTB-PVDA).

À différents moments de leur histoire, les partis socialistes ont en outre connu des dissidences qui ne relèvent pas vraiment d'un courant idéologique marqué, telles que, pour les plus récentes, le Mouvement socialiste (MS) en Wallonie ou Rood en Flandre.

En outre, les partis sociaux-chrétiens et leurs héritiers actuels sont interclassistes et incluent en leur sein une tendance de gauche, représentant les intérêts du monde du travail de sensibilité chrétienne. Face à eux, les partis socialistes se sont historiquement caractérisés par un anticléricalisme prononcé, quelque peu tempéré depuis quelques décennies⁴. Le clivage Église-État croise donc dans certains cas le clivage possédants-travailleurs.

L'apparition, surtout dans les années 1970 et 1980, de partis écologistes à travers toute l'Europe a rendu nécessaire la révision du modèle de S. M. Lipset et S. Rokkan pour y intégrer une dimension jusque-là guère prise en compte. Vincent de Coorebyter propose ainsi l'introduction d'un cinquième clivage⁵, distinguant le productivisme de l'antiproductivisme. Les écologistes incarnent clairement le second versant de ce clivage⁶. Outre Écolo et Groen, c'est aussi sur ce versant que se positionnent des partis tels que Véloration ou, plus récemment, le Mouvement de gauche (MG) fondé par Bernard Wesphael, le Mouvement VEGA (verts et à gauche) ou le Rassemblement R. Tout en portant une attention soutenue aux défis écologiques, ces partis se distinguent par un rejet plus ou moins poussé de la croissance économique comme valeur centrale de nos sociétés, certains d'entre eux étant partisans de la décroissance, et par une critique plus ou moins affirmée du système capitaliste, allant jusqu'à l'anticapitalisme proclamé clairement dans le cas du Mouvement VEGA. À l'origine, par contre, les partis écologistes tendaient à refuser de se positionner sur le clivage possédants-travailleurs, considérant que la gauche poursuivait également un idéal productiviste.

Les partis évoqués jusqu'ici peuvent tous être considérés comme relevant de la gauche, qu'ils se revendiquent comme tels ou qu'ils hésitent parfois à le faire (comme Écolo⁷). L'égalité est en effet l'une des valeurs cardinales de leur idéologie, ce qui se traduit à travers leurs programmes électoraux. Pas nécessairement l'égalité sur le même plan, pas nécessairement une égalité aussi poussée pour tous, pas nécessairement une égalité prônée avec la même force par chacun. Mais, qu'il s'agisse des droits des femmes, des immigrés ou des homosexuels pour ne prendre que des exemples évidents, l'égalité est revendiquée. Et le levier fiscal, par exemple, est mis en avant pour atteindre davantage d'égalité sociale, en utilisant le caractère potentiellement redistributif de l'impôt à travers le budget de l'État (cela s'accompagnant de services et d'investissements publics et d'un système de sécurité sociale procurant des revenus de remplacement en cas de nécessité).

⁴ V. DE COOREBYTER, « Clivages et partis en Belgique », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2000, 2008, p. 27 et 37-39.

⁵ Dans le modèle de S. Rokkan et S. M. Lipset, le quatrième clivage est celui qui oppose le monde rural – qui donne naissance aux partis agrariens dans certains pays, notamment scandinaves – aux villes.

⁶ V. DE COOREBYTER, « Clivages et partis en Belgique », *op. cit.*, p. 58-67.

⁷ Ainsi, dans le *Manifeste politique d'Écolo. Pour une transition écologique de la société* adopté en juin 2013, figure une seule occurrence du terme « gauche », qui ne qualifie pas directement le parti lui-même : « Nous, écologistes, voulons prolonger les mouvements qui combattent toutes les formes de privilèges, d'exploitation et d'ignorance, mouvements dans lesquels s'ancrent depuis plus de deux siècles les valeurs de la gauche », p. 8.

Des sensibilités différentes, des pratiques divergentes

Appartenant tous à la gauche, ces partis se distinguent donc sur plusieurs aspects. L'histoire, bien sûr. L'organisation, notamment d'un point de vue linguistique : la LCR, le PSL ou le PTB sont des partis unitaires, le PS a rompu avec son pendant flamand il y a plus de trente ans, Écolo et le Mouvement de gauche sont nés uniquement francophones mais le premier a tissé des liens avec son pendant flamand, Groen. Le nombre d'affiliés, enfin : le PS en compte plus de 90 000, Écolo et le PTB revendiquent respectivement 6 000 et 7 900 affiliés (le second sur l'ensemble du territoire national), tandis que les autres partis nationaux ou francophones de gauche comptent tout au plus quelques centaines de membres chacun.

Du point de vue idéologique, on observe plus que des nuances entre les partis relevant de la gauche belge. Sur les clivages évoqués plus tôt, le PTB se pose assurément comme défenseur des travailleurs et se situe sur le versant productiviste, comme en témoignent par exemple ses prises de position par rapport à la sidérurgie liégeoise. Écolo est apparu sur le versant antiproductiviste et ne peut pas être décrit comme un défenseur des intérêts des possédants ; peut-on pour autant le considérer comme un parti ouvrier ? Pas vraiment non plus. Le PS a été l'incarnation même du parti ouvrier dans le contexte belge, mais il s'est repositionné dès le milieu du 20^e siècle de manière à attirer les suffrages d'autres catégories sociales également, comme, à certains égards, les petits indépendants. Son programme ne conduit toutefois pas pour autant à l'assimiler à un parti défenseur des intérêts des possédants. Enfin, le MG ou le Mouvement VEGA s'affichent comme antiproductivistes, avec un souci plus marqué qu'Écolo pour certains enjeux sociaux.

Ces divergences expliquent en bonne partie la fragmentation de cette partie du champ politique. À l'intérieur de la gauche radicale historique (PC, LCR, PSL et PTB), des tensions existent de longue date autour du jugement porté sur l'Union soviétique et ses pays satellites ou sur la révolution cubaine ; à propos de la forme à donner à un parti révolutionnaire et de l'autonomie de ses membres par rapport aux décisions prises par la majorité (centralisme démocratique *vs.* droit de tendance) ; ou encore au sujet des relations à tisser avec le monde associatif et syndical. Des évolutions sont toutefois intervenues, de manière plus ou moins marquée, dans la ligne suivie par ces partis. Si des divergences profondes subsistent, il est dès lors devenu possible – chose impensable il y a encore une demi-douzaine d'années – à des formations historiquement stalinienne, trotskyste et maoïste d'unir leurs forces au sein d'un cartel – PTB-GO ! (pour gauche d'ouverture) – qui rassemble pour les élections de 2014 le PTB, le PC et la LCR, qui conservent toutefois leur autonomie.

Enfin, les différentes composantes de la gauche belge se différencient nettement par leur rapport au pouvoir et au cadre politique et idéologique dominant. En coalition, le PS participe au pouvoir à l'échelon fédéral, régional et communautaire depuis 1988. Il en va quasiment de même du SP.A, absent du gouvernement fédéral entre 2007 et 2011 et du gouvernement régional bruxellois depuis 2009. Écolo a fait l'expérience d'une participation gouvernementale de 1999 à 2003 et a participé au pouvoir à plusieurs reprises dans les communautés (française et germanophone) et les régions (bruxelloise et wallonne). Groen n'est associé à l'exercice du pouvoir qu'au sein du gouvernement régional bruxellois, mais Agalev a autrefois participé au gouvernement fédéral et à l'exécutif flamand. Ces quatre partis ont ratifié le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG,

parfois appelé Pacte budgétaire) – sauf au niveau fédéral en ce qui concerne Écolo et Groen, ces partis y siégeant dans l’opposition. Ce traité durcit les règles de l’Union européenne en matière de gouvernance économique en prévoyant la réduction significative des déficits publics par la restriction des dépenses, ce qui réduit fortement la marge de manœuvre des États et de leurs composantes (entités fédérées ou pouvoirs locaux, par exemple) en matière d’investissement. Henri Goldman rappelle que ces partis de gouvernement tentent d’influencer le cours des choses par l’exercice du pouvoir, mais dans un rapport de force tel, au sein des coalitions auxquelles ils participent, qu’ils semblent en bonne partie condamnés à l’heure actuelle à pratiquer une politique de « petits pas » ou du « moindre mal »⁸.

Les autres partis belges de gauche critiquent sévèrement la logique souvent résumée par la phrase « sans nous ce serait pire ». Ils refusent le cadre socio-économique et idéologique dominant et se sont joints aux ailes wallonnes de la FGTB et de la CSC pour dénoncer la ratification du TSCG, qu’ils estiment dommageable pour la démocratie en plus de pérenniser une politique d’austérité. S’ils ne renoncent pas par principe à l’exercice du pouvoir – le PTB est par exemple associé depuis 2013 au SP.A et à Groen pour diriger le district anversois de Borgerhout –, ces partis refusent jusqu’ici d’entrer dans une coalition gouvernementale qui n’entende pas clairement marquer une rupture avec le cadre dominant. Du reste, leur poids électoral ne permet pas à ces partis de prétendre participer à la formation d’un gouvernement. Pour l’heure, ils souhaitent avant tout pouvoir forcer les portes des assemblées parlementaires afin d’y porter une voix différente, plus radicale précisément.

Conclusion

Les nombreux partis évoqués dans cet article revendiquent peu ou prou leur appartenance à la gauche. Tous promeuvent l’égalité entre les citoyens, en particulier sur le plan socio-économique ou des droits civils et politiques. Dans le même temps, des différences importantes séparent ces partis, selon leur rapport au pouvoir, selon leur histoire ou selon le clivage productivisme-antiprodutivisme, notamment.

Les partis de gouvernement, en particulier le PS et le SP.A, sont accusés par les partis plus radicaux de ne plus être de gauche, parce qu’ils auraient abandonné leur volonté de transformation sociale ou parce qu’ils ne défendraient pas assez ardemment les droits des plus faibles, tels que les sans-papiers ou les chômeurs, par exemple. Ces partis se défendent en soulignant que l’exercice du pouvoir dans les conditions de rapport de force actuel face aux partis de droite les contraint à accepter des compromis tout en tentant de préserver ce qu’ils estiment être primordial à leurs yeux, comme l’accès aux soins de santé ou l’indexation automatique des salaires.

En outre, les partis socialistes répliquent parfois que ceux qui les critiquent sont utopistes, ou extrémistes. Revenir à N. Bobbio n’est pas sans intérêt de ce point de vue. Celui-ci distingue, au sein de la gauche comme de la droite, les partis modérés des partis extrémistes en estimant que les seconds, par les méthodes qu’ils préconisent ou emploient, mettent en péril l’exercice par les citoyens de leurs libertés fondamentales. En reprenant ce distinguo, les partis évoqués dans cet article ne semblent pas pouvoir

⁸ H. GOLDMAN, « Fronts de gauche », *Politique, revue de débats*, n° 83, janvier-février 2014, p. 3.

être qualifiés, d'un point de vue scientifique, d'extrémistes, aucun d'entre eux ne récusant par exemple les principes fondamentaux du système démocratique tels que l'organisation d'élections ou le respect des droits fondamentaux des citoyens, même si certains observateurs et concurrents politiques maintiennent un soupçon sur ce point à l'égard du PTB. Sans doute est-il plus approprié de les considérer comme radicaux, au sens où des partis tels que la LCR, le MG, le Mouvement VEGA, le PC, le PSL ou le PTB s'attachent aux causes des inégalités qu'ils dénoncent, à la *racine* des problèmes qu'ils pointent, ce qui les rapproche de l'étymologie même du terme *radical*.

Comme coexistent à droite des partis conservateurs, libéraux, réactionnaires, libertariens ou radicaux, la gauche est elle aussi composée de formations de sensibilités différentes et est traversée par des divisions profondes, mais pas toujours insurmontables, comme le montre l'histoire des cartels et des fusions qu'a connus cette tendance politique en Belgique. Séparément ou ensemble, ces formations cherchent en quelque sorte la stratégie la plus adaptée pour suivre leur « étoile polaire ».

Pour citer cet article : Jean FANIEL, « La gauche en Belgique. Une étoile polaire, deux clivages, beaucoup de partis », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 25 mars 2014, www.crisp.be.